Imprimé et publié par
C. F. WEISSE & Co.
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS;
C. F. WEISSE. P. DUFOUR
E. DUVERGER. S. MARSY.
Rue de Chartres, No 82, entre Conti et Bienville.

NOUVELLE-ORLEANS
JEUDI MATIN, 11 AOUT.

**Abonnés à la semaine.**

Les porteurs de l'ABEILLE sont autorisés à recevoir des abonnements à la semaine, à raison de 25 cents pour les six numéros. On paiera aux porteurs.

Vente à l'œ-cas de ce jour.

Par E. Roger & Co, 28 Vieille Levée—Chasseurs.
Assortissements français avariés.
Par Bernard Turpin, au magasin de MM. W. F. Vredenburg et Co, 26 Vieille-Levée—Vins, eaux-de-vie, etc.

## L'Autriche et la Prusse.

Nous ne savons si l'empereur Napoléon III a conçu réellement tous les plans et toutes les secrètes et machiavéliques combinaisons qu'on lui prête. Beaucoup de ses amis aussi bien que de ses adversaires sont persuadés qu'il n'a conclu la brusque paix de Villafranca que pour susciter à la Prusse et à l'Angleterre un nouvel ennemi dans la personne de François-Joseph, et se ménager la neutralité de l'Autriche le jour où il engagera la lutte qu'il médite avec l'une ou l'autre des puissances que nous venons de nommer.

Peut-être est-ce la pensée de Napoléon, peut-être aussi lui attribue-t-on une politique qui n'est pas la sienne, politique criminelle, car elle plongerait de nouveau la France dans les horreurs de la guerre. La paix ne doit être troublée que pour un motif grave. Que Napoléon III fasse respecter la France, rien de mieux; mais il deviendrait coupable si, pour se donner seulement la satisfaction d'humilier de puissans voisins, jadis les ennemis de la France, il les forçait de le suivre dans l'arène des combats. Aussi, malgré les assertions qui se produisent à cet égard en Europe et en Amérique, ne croyons-nous pas qu'il désire la guerre pour la guerre.

Maintenant, s'il est obligé de tirer un jour l'épée contre la Prusse ou l'Angleterre, il est évident qu'il cherchera à tirer parti du ressentiment que l'Autriche éprouve à l'endroit de ces puissances depuis l'abandon où elles l'ont laissée en Italie. Ce ressentiment n'est que trop réel; l'empereur François-Joseph a pas cherché à le dissimuler dans sa proclamation à l'armée et aux peuples de son royaume, après la conclusion de la paix. Il en veut surtout à la Prusse qui a empêché l'Allemagne de se prononcer ouvertement pour l'Autriche et a retenu l'élan guerrier des populations.

Que la Prusse à son tour ait affaire à la France, et elle trouvera l'Autriche indifférente à son sort. De même, si l'Angleterre force Napoléon III de lui jeter le gant, elle n'aura pas un seul allié sur le continent. Cette situation, tout à l'avantage de la France, est-elle une conséquence de la politique habile de Napoléon III? Nous ne le pensons pas tout qu'elle est le fruit de sa fermeté et de son indépendance vis-à-vis des puissances européennes.

Quoiqu'il en soit, il est certain que les relations entre l'Autriche et la Prusse sont loin d'être amicales, et s'il faut en juger par le langage de la presse, le mécontentement serait aussi grand à Berlin qu'à Vienne. Les journaux en sont maintenant aux reproches et aux récriminations. *Le Progrès*, nouvelle feuille de Vienne qui passe, dit le *Courrier Journal*, pour recevoir des inspirations gouvernementales, publie un article de fond intitulé: *La Paix*. Cet article résume à larges traits la politique de l'Autriche et de la Prusse depuis l'origine de la guerre d'Italie, et il va sans dire que l'attitude du cabinet de Berlin est jugée avec la plus grande sévérité. Selon le *Progrès*, l'Autriche a constamment mis de côté le dernier reste de sa rivalité contre la Prusse: la preuve en est dans la proposition qu'elle fit à la diète de confier au prince régent le commandement de toutes les troupes de la Confédération et même du contingent autrichien. La Prusse, au contraire, a fait voir par sa contre-proposition qu'elle était disposée à sacrifier tout le droit fédéral à ses propres intérêts.

"L'Autriche, soutient le nouveau journal, ne voulait que sauver le droit fédéral, comme la seule base qui restait dans le chaos des complications violentes; mais la Prusse, informée des dangers qui devaient faire éroire qu'elle désirait profiter de la détresse de l'autre grande puissance allemande pour réaliser l'idée de Gotha d'une Allemagne sans l'Autriche. L'Autriche voulait faire contrôler par la diète germanique la marche du mouvement politique et militaire de l'Allemagne; la Prusse, de son côté, déclara pour que tout ne fut qu'un début dans la diète, que par la seule volonté du cabinet de Berlin.

"Dans ce grand moment historique, où il s'agissait de résoudre la question de savoir si l'on valait mieux renoncer à la position qu'on avait dans la Confédération ou à une portion de territoire en Italie, la sage politique de l'Empereur Napoléon sut l'empêcher de prendre ce choix difficile. Les feuilles prussiennes attribuent à la Prusse le mérite d'avoir fait, par ses armements, une diversion en faveur de l'Autriche. Il paraît, au contraire, que la France n'était pas disposée à combattre sur deux points à la fois. Mais le véritable motif du traité de paix a certainement été le refus que fit la diète de consentir dans sa séance du 7 juillet à la mobilisation de l'armée fédérale. Cette mobilisation n'eut pas encore été ordonnée, et déjà on reconnaissait que la Prusse ne pécher en eau trouble..... et n'est pas seulement parvenu à s'étendre."

La *Gazette des Postes de Francfort*, dont le dévouement à l'Autriche n'a jamais varié, parle dans le même sens et termine par ces mots qui ont leur signification: "On n'aurait voulu isoler l'Autriche, c'est maintenant la Prusse qui est isolée."

La *Gazette Autrichienne* le prend sur un ton moins solennel, mais sa conclusion est la même: "La mobilisation, dit-elle, a été un coup d'épée dans l'eau, et la politique prussienne, se plaçant entre la question italienne et la question allemande comme entre deux chaises, est tombée à terre."

La punition de la Prusse, prétend la *Gazette*, est méritée. Au lieu de suivre la route directe qui lui était tracée, cette puissance a hésité, tergiversé et forcé enfin par ses tuteurs calculées l'Autriche à conclure une paix séparée avec la France. "Prusse, s'écrie la feuille autrichienne, puisse la myopisme dont la Prusse a fait preuve, dans cette crise européenne, ne pas attirer plus tard un châtiment sévère sur elle aussi que sur toute l'Allemagne!"

La *Gazette d'Augsbourg* s'émeut elle-même de cette tempête de colère soulevée contre la Prusse, et par une de ces rapides volte-faces qui lui sont habituelles, elle se met de nouveau du côté de l'Autriche, et prêche dans une haine commune la France et la Prusse: "ce deux puissances qui, dit-elle, se chatieront l'une par l'autre."

Car ce que rêve l'Empereur Napoléon, ce n'est pas la conquête des provinces rhénanes qu'il s'opposera à la réalisation de ce projet? Ce ne sera pas l'Autriche; la Prusse l'a trop profondément blessée, pour qu'elle soit disposée à faire des sacrifices pour elle, la *Gazette* l'affirme! La Prusse isolée restera exposée aux coups de Napoléon. Que l'on ne nous reproche pas de rêver creux, la politique de pareilles complications n'est pas entièrement inconnue, un danger réel menace la Prusse, car, seule, elle n'est pas de force à résister; il lui faut donc trouver des alliés à tout prix."

Comme alliée de la Prusse, la *Gazette d'Augsbourg* a beau chercher, elle ne trouve que la Belgique de possible, et encore cette alliance ne lui semble-t-elle que médiocrement sûre.

On écrit de Berlin que le langage de la presse autrichienne cause aujourd'hui en Prusse une émotion profonde.

La violence inouïe, écrit-on, avec laquelle les feuilles de Vienne attaquent la Prusse, après avoir tout récemment loué ses mesures et ses préparatifs militaires, constitue un signe évident de complications actuelles. Le silence du gouvernement et l'attitude qu'il met à faire les démarches les plus sérieuses en sont d'autant plus fâcheux. L'ordre de démobilisation n'est pas encore donné. On dit néanmoins que le conseil des ministres doit avoir demain une séance dans laquelle on arrêtera les instructions de ces diplomates."

BRIGANDS BARBARY EN ATLANTIC.—Ces malfaiteurs sicaires qui viennent d'être mis hors la loi par l'ancienne compagnie Collins, ont été remis aux directeurs du chemin de fer de Panama. Les dispositions intérieures doivent être modifiées, et dès que les travaux nécessaires seront terminés le *Baltic* et l'*Atlantic* prendront leur place dans la ligne de la Californie.

DU PYROGÈNE.—Un événement affreux vient d'avoir lieu à la passe Chicot, dans la paroisse St-Martin. Trois ivrognes avaient ensemble copieusement; deux d'entre eux, se sentant en veine de gaîté, imaginèrent d'arroser d'eau-de-vie les vêtements du troisième qui dormait et y mirent le feu. Le malheureux fut immédiatement enveloppé de flammes et succomba au bout d'une demi-heure. Les auteurs de cet horrible passe-temps ont été arrêtés et incarcérés.

DÉSASTRES MARITIMES.—La perte occasionnée aux Etats-Unis par des désastres maritimes, en 1858, s'est élevée à $17,191,000, le total qui se répartit ainsi entre nos différents ports: New-York, $6,640,000; Boston, $4,300,000; Nouvelle-Orléans, $2,149,000; Philadelphie, $2,000,000; autres ports, $1,157,000. Il y a eu 1,410 sinistres en tous genres, 421 navires ont été jetés à la côte, 79 abandonnés, 56 incendiés, et 126 perdus à la suite d'abordages.

## Dépêches télégraphiques

Transmises à l'Abeille.

## NOUVELLES D'EUROPE

DE TROIS JOURS PLUS RÉCENTES.

### Arrivée du steamer Arabia.

Halifax, 10 août.—Le steamer *Arabia*, capt. Stone, est arrivé ici la nuit dernière. Il a quitté Liverpool, samedi 30 juillet; il apporte conséquemment des avis de trois jours plus récents que ceux reçus par le *Nova Scotian*.

MARCHÉS EUROPÉENS.

Liverpool, 30 juillet.—Les ventes de coton, pendant la semaine, se sont élevées à 43,000 balles. Le marché était ferme à la clôture et indiquait même une hausse de 1/8 demandée par les détenteurs. Ceux-ci vendaient cependant librement.

Le marché aux céréales est languissant et a une tendance à la baisse. Les provisions sont également à la baisse.

Londres, 30 juillet.—La rente est plus ferme, et les cotes du *Nova Scotian* sont maintenus. Consolidés au comptant 95 1/4 à 95 3/8 ture. Le marché monétaire est un peu plus resserré. Les bonnes signatures sont promptement escomptées.

SUITE DES NOUVELLES PAR L'ARABIA.

### Réduction de l'armée française.

*Le ministère anglais et le Congrès de la paix.*

### Mouvement en Autriche pour une Constitution.

*Le vote populaire en Toscane.*

PROJET D'INSURRECTION DANS LA VÉNÉTIE.

LES CENDRES DE NAPOLÉON Ier RENDUES A LA FRANCE.

Débats au Parlement.

*Avis commerciaux.*

MARCHÉ AU COTON.—Liverpool, 30 juillet—Sur les 67,000 balles de coton vendues durant la semaine, 5,500 ont été prises par spéculation et 9,000 pour être exportées.

Les ventes de vendredi ont été de 8,000 balles. Les cours suivants dominaient à la clôture du marché: fair Orleans 8 1/4, middling Orleans 7 3/4; fair Mobile 7 5/8; middling Mobile 7 1/8; fair Uplands 7 1/2, et middling Uplands 7 d.

*Marché de Liverpool*—Le stock de coton à Liverpool est de 679,000 balles, dont 607,500 balles de provenance américaine.

*Manchester*—Les avis qui nous parviennent de Manchester sont d'une nature favorable. Les demandes de marchandises sont actives et les prix avaient une tendance à la hausse.

Londres, 30 juillet — Consolidés à terme, 95 5/8 à 95 1/4.

MARCHÉ DU HAVRE.

Havre, 30 juillet—Le marché était stable au moment de la clôture des opérations. L'orléane très ordinaire a clos à 112 francs.

*Diminution dans les espèces*, — Londres, 30 juillet—Le montant des espèces à la Banque d'Angleterre s'est élevé de 336,000 livres sterling durant la semaine.

*Arrivages de steamships*.Liverpool, 30 juillet —Le steamship Vanderbilt, de New-York, est entré à Southampton le 28; le City of Baltimore et la Bavaria, de New-York, sont arrivés à leur destination.

NOUVELLES POLITIQUES.

Liverpool, 30 juillet.—Les nouvelles reçues de Turin disent que l'effervescence qui avait d'abord éclaté dans la population à l'annonce des clauses du traité de paix, s'est considérablement calmée, et que, comparativement, la tranquillité a été rétablie dans presque toutes les provinces d'Italie.

Les débats au parlement d'Angleterre indiquent que des mesures vigoureuses seront adoptées pour mettre à exécution les plans proposés pour la défense nationale.

Les plénipotentiaires suédois qui doivent se rendre à la Conférence de la Paix, à Zurich, sont arrivés à Paris.

*L'Independance Belge* dit que les conseils des provinces d'Autriche seront bientôt tous convoqués et requis de faire connaître, ouvertement et sincèrement, à l'empereur d'Autriche, les vœux de leur population respective, qui sont d'obtenir des réformes constitutionnelles et libérales.

Le journal belge dit aussi que le premier corps d'armée autrichienne sera pour le moment maintenu en Italie, sur un pied de guerre.

Les autres corps autrichiens qui sont actuellement en Italie retourneront à leur cantonnement respectif, en Gallicie et en Hongrie.

Les divers gouverne ure nommés par le roi Victor-Emmanuel dans le duché de Modène, ont été expulsés et leur autorité remise entre les mains de corps municipaux.

Le résultat des votes sur la question de l'annexion de la Toscane au Piémont, donnés dans les 141 collèges qui comprise Livourne et Florence, est comme suit: huit cent neuf voix pour l'affirmative, et seulement quinze dans la négative.

Un article publié dans le journal *Le Nord* [ses Belges] [illegible] raisons que les troupes françaises seront maintenues dans les duchés pour conserver l'ordre.

Une lettre de Milan dit que les partis extrêmes se livrent à des agitations dangereuses pour le présent et faire éclater l'insurrection dans le royaume de Vénétie.

*L'Invalide Russe* dit que la France et l'Autriche peuvent faire tous les traités qui leur plairont au sujet du partage de l'Italie, mais qu'elles sont tenues d'obtenir à ce sujet le concours du reste des puissances étrangères.

Il paraît que dans la conférence qui a eu lieu à Villafranca, entre les deux empereurs, il a été convenu que les restes de Napoléon II seraient transférés de Vienne à Paris.

Une députation, à la tête de laquelle se trouve le prince Napoléon, doit se rendre sous peu à Vienne pour recueillir les restes du duc de Reichstadt (Napoléon II) qui sont déposés au monastère de St Augustin, et les transporter à Paris où ils seront placés auprès des cendres de son père, Napoléon Ier.

A la Chambre des Communes, lord John Russell, en parlant de l'état actuel des relations étrangères du gouvernement, a déclaré qu'il n'avait vu aucune preuve à l'appui de la marche Poydras, a été écroué en attendant l'instruction de l'affaire.

Frank Johnson, accusé du vol d'une montre à bord du *New Era*, restera en prison jusqu'au retour du bateau.

Honora Mahoney a été condamnée à trois mois de work-house pour indécence.

John C. Bundy, accusé d'avoir menacé M. Caisse et son garçon de barette, à l'encoignure de Poydras et Remparts, a fourni un cautionnement pour répondre de sa bonne conduite.

LOMBARDO-VÉNÉTIE.

Milan, 16 juillet.

Que vous dirai-je? Il n'y a toujours parmi nous qu'une seule préoccupation: dans les classes instruites on comprend que l'empereur Napoléon a été s'arrêter dans sa marche victorieuse, pour ne pas allumer un incendie générale que le mauvais vouloir de l'Allemagne, habilement excité par les torieslangiste, rendait imminente, et qui, en fin de compte, aurait pu nous atteindre plus encore à l'Italie qu'à la France; mais dans les masses ignorantes, qui n'ont d'autre guide que leurs sensations, ce brusque temps d'arrêt, qui ne leur a point préparé à produit une stupéfaction dont il est à craindre que certains meneurs ne cherchent à tirer parti pour faire naître des troubles.

Cependant, je dois vous dire que le premier mouvement de l'opinion se calme, et que l'on commence à apprécier plus sainement la situation. Les Lombards en effet voient bien qu'un grand point de gagné, reste à la question est étudié et cette de la Vénétie: la première ne pouvait être résolue que par la *force par nos bras*, à Villafranca: mais nous avons le recours en surprise qui est, je dois, un désastre, heureusement que nous avons, à notre première. Un second ministère médiateur, qui a fait les campagnes du premier empire, le comte Denis Mathieu, de Vigny, de Ségur, par lui-même, et les républicains très-sages se laissaient assez bien que leurs pays, et après les avoir vus à l'œuvre, c'est-à-dire de près, ne pouvaient se passer de l'Empereur, déjà illustré par les plaisances napoléoniennes saxonnes. Il avait apparaissait, il est vrai, comme un peu trop libéral, mais on comprenait qu'il ne considère pas la question comme résolue complètement par le traité de paix. Il attendait, s'il y congrès, que l'on sauver la paix à l'Europe il ne pourra le faire en complétant l'œuvre que l'empereur des Français, autant dans l'intérêt de l'Italie que dans celui de la France et de l'Europe, a si abondamment à l'appréciation des grandes puissances.

Je suis en mesure de vous communiquer des détails sur Garibaldi et son corps d'armée. Vous savez l'enthousiasme que la conclusion de la paix avait excité quoique appréhension sur la condition que ce corps aurait suivie. J'ai toujours pensé que les débats du Conseil fédéral à Francfort, les débats de la députation de la Vénétie devrait exciter dans ces âmes ardentes, si qu'ils respecteraient la discipline militaire, qui a toujours été exemplaire parmi eux. Il en a été ainsi. A l'arrivée de la nouvelle de la paix, le général Garibaldi a rassemblé ses soldats, et après avoir calmé leur effervescence par une noble allocution, les a invités à reconnaître le serment de fidélité au Roi, ce qui a été fait sans opposition. Ce trait, qui honore grandement l'homme qu'il a fait et son corps, prouve à l'Europ [illegible] que la prétendu défenseur révolutionnaire, en Italie, comprend l'importance de la concorde. Nous [illegible] parmi les volontaires de Garibaldi il y a une grande quantité de jeunes gens appartenant à la Vénétie.

### Nouvelles diverses.

Paris, 21 juillet 1859.

—S'il faut en croire l'*Ami de la Religion*, le Pape n'a pas encore fait savoir s'il acceptait ou non la présidence de la Confédération Italienne, mais ce journal croit qu'il est disposé à accepter. *L'Univers* déclare, lui, que tout ce qu'on a pu dire à ce sujet ne constitue que des appréciations personnelles ou des commérages, et que tout cela est sans valeur.

—Le *Constitutionnel*, en reproduisant le Manifeste que l'empereur d'Autriche vient d'adresser à ses peuples, l'accompagne des réflexions suivantes:

"Malgré toute la déférence due à un adversaire malheureux, il nous est impossible de ne pas faire observer que le document impérial renferme au moins deux erreurs. La première n'est que la répétition de cette thèse singulière, qui s'obstine à établir que l'armée autrichienne a eu constamment l'avantage à un ennemi supérieur en nombre; la seconde est plus grave; elle cherche à attester une dernière fois que c'est la France qui a préparé la lutte, qu'elle s'y est obstinée de longue main. Sans doute, le chef du grand Etat peut éprouver le besoin de ménager l'amour-propre national de ses peuples, et d'atténuer le plus possible la vérité des défaites éprouvées; mais ses anciens adversaires, en pareil cas, ont le droit de protester respectueusement et de rétablir les faits acquis à l'histoire. Le monde entier sait aujourd'hui que la France a seule prévu la guerre, qu'au moment où elle éclata, elle n'était pas prête. Ce ne fut que par un miracle de célérité qu'elle arriva à temps sur les champs de bataille."

—Le *Siècle* s'exprime comme suit au sujet du discours de l'empereur:

"En voyant l'empereur regretter lui-même de n'être pas allé jusqu'au bout qu'il l'aurait voulu, nos Parisiennes n'entendront pas à plus d'intelligence ouvert nous et ouvrez tous ceux qui n'ont pas trouvé les fruits de la guerre à la hauteur de leurs patriotiques espérances. Nous aussi nous avons regretté que tout le programme ne fût pas exécuté. Nous l'avons dit avec franchise. Cette franchise méritait telle toutes les clameurs qu'elle a soulevées?"

—On écrit de Milan au *Constitutionnel*, le 18 juillet:

"Une souscription est ouverte dans Milan et dans toute la Lombardie pour élever à Napoléon III un monument de reconnaissance. Je crois que c'est une statue équestre que l'on destine au vainqueur de Magenta et de Solferino. Elle a sa place marquée devant le dôme. Les listes de souscriptions se couvrent de signatures. Déjà on a plus que la somme voulue pour l'érection du monument."

—Dernièrement, dans la soirée, la police de Paris a opéré un certain nombre d'arrestations au sein de la population des ateliers, et spécialement dans le faubourg St-Antoine. Un attroupement s'étant formé à ces manifestations et à des paroles hostiles à la paix qui vient d'être conclue.

—On cite une belle réponse faite dans une des dernières guerres à l'armée d'Italie, par un officier supérieur autrichien, craignant de ne pas obtenir quartier dans un moment où la position qu'il défendait venait d'être enlevée de vive force, ne jetât sur les bras de son officier français, se déclarant son prisonnier et lui offrant 240 louis pour le garder. "Votre vie est sauve, répondit l'officier; nous ne sommes pas des barbares. Mais quant à votre garder, j'ai autre chose à faire, et je vous laisse, vous et vos louis, entre les mains de mon sergent." C'est l'officier autrichien lui-même qui nous raconte le fait, car il a gardé sa vie et son argent.

—Les nouvelles des hôpitaux d'Italie sont excellentes. Les amputations ont été pratiquées dans d'excellentes conditions. Elles sont moins nombreuses qu'anciennement. Dans un hôpital de Milan, on n'a fait sur le champ de bataille; aujourd'hui on fait un deuxième pansement, et on n'amputa que dans les ambulances, après avoir sérieusement reconnu la gravité de la blessure. Le concours du reste des puissances étrangères.

Il paraît que dans la conférence qui a eu lieu à Villafranca, entre les deux empereurs, il a été convenu que les restes de Napoléon II seraient transférés de Vienne à Paris.

Une députation, à la tête de laquelle se trouve le prince Napoléon, doit se rendre sous peu à Vienne pour recueillir les restes du duc de Reichstadt (Napoléon II) qui sont déposés au monastère de St Augustin, et les transporter à Paris où ils seront placés auprès des cendres de son père, Napoléon Ier.

A la Chambre des Communes, lord John Russell, en parlant de l'état actuel des relations étrangères du gouvernement, a déclaré qu'il n'avait vu aucune preuve à l'appui de la marche Poydras, a été écroué en attendant l'instruction de l'affaire.

Frank Johnson, accusé du vol d'une montre à bord du *New Era*, restera en prison jusqu'au retour du bateau.

Honora Mahoney a été condamnée à trois mois de work-house pour indécence.

John C. Bundy, accusé d'avoir menacé M. Caisse et son garçon de barette, à l'encoignure de Poydras et Remparts, a fourni un cautionnement pour répondre de sa bonne conduite.

LOMBARDO-VÉNÉTIE.

Milan, 16 juillet.

Que vous dirai-je? Il n'y a toujours parmi nous qu'une seule préoccupation: dans les classes instruites on comprend que l'empereur Napoléon a été s'arrêter dans sa marche victorieuse, pour ne pas allumer un incendie générale que le mauvais vouloir de l'Allemagne, habilement excité par les torieslangiste, rendait imminente, et qui, en fin de compte, aurait pu nous atteindre plus encore à l'Italie qu'à la France; mais dans les masses ignorantes, qui n'ont d'autre guide que leurs sensations, ce brusque temps d'arrêt, qui ne leur a point préparé, a produit une stupéfaction dont il est à craindre que certains meneurs ne cherchent à tirer parti pour faire naître des troubles.

Cependant, je dois vous dire que le premier mouvement de l'opinion se calme, et que l'on commence à apprécier plus sainement la situation. Les Lombards en effet voient bien qu'un grand point de gagné, reste à la question est étudié et cette de la Vénétie: la première ne pouvait être résolue que par la *force par nos bras*, à Villafranca: mais nous avons le recours en surprise qui est, je dois, un désastre, heureusement que nous avons, à notre première. Un second ministère médiateur, qui a fait les campagnes du premier empire, le comte Denis Mathieu, de Vigny, de Ségur, par lui-même, et les républicains très-sages se laissaient assez bien que leurs pays, et après les avoir vus à l'œuvre, c'est-à-dire de près, ne pouvaient se passer de l'Empereur, déjà illustré par les plaisances napoléoniennes saxonnes. Il avait apparaissait, il est vrai, comme un peu trop libéral, mais on comprenait qu'il ne considère pas la question comme résolue complètement par le traité de paix. Il attendait, s'il y congrès, que l'on sauver la paix à l'Europe il ne pourra le faire en complétant l'œuvre que l'empereur des Français, autant dans l'intérêt de l'Italie que dans celui de la France et de l'Europe, a si abondamment à l'appréciation des grandes puissances.

Je suis en mesure de vous communiquer des détails sur Garibaldi et son corps d'armée. Vous savez l'enthousiasme que la conclusion de la paix avait excité quoique appréhension sur la condition que ce corps aurait suivie. J'ai toujours pensé que les débats du Conseil fédéral à Francfort, les débats de la députation de la Vénétie devrait exciter dans ces âmes ardentes, si qu'ils respecteraient la discipline militaire, qui a toujours été exemplaire parmi eux. Il en a été ainsi. A l'arrivée de la nouvelle de la paix, le général Garibaldi a rassemblé ses soldats, et après avoir calmé leur effervescence par une noble allocution, les a invités à reconnaître le serment de fidélité au Roi, ce qui a été fait sans opposition. Ce trait, qui honore grandement l'homme qu'il a fait et son corps, prouve à l'Europ [illegible] que la prétendu défenseur révolutionnaire, en Italie, comprend l'importance de la concorde. Nous avons parmi les volontaires de Garibaldi il y a une grande quantité de jeunes gens appartenant à la Vénétie.

—Une héroïne admise à l'Hôtel des Invalides de Paris, vient d'y mourir. Le *Moniteur de l'Armée* publie à cette occasion la notice curieuse que voici:

"Fille, sœur et femme de militaires, née et mariée au milieu des camps, Angélique Duchemin fut admise, en 1793, au 41me régiment d'infanterie, dans lequel le général Casabianca, l'ancêtre de l'héroïque enfant, maigré son sexe. Elle mérita bientôt d'être élevée en grade pour s'être distinguée dans plusieurs campagnes. A l'affaire du pont de Vesco, le 5 prairial an II, elle remplissait les fonctions de sergent et se battit avec le courage d'une héroïne; elle reçut même deux blessures qui méritent qu'exalter sa valeur. Etant auprès de la poudrière, un boulet allait manquer à sa troupe, elle partit à mainte pour Calvi, à une demi lieue, et lever et charger de munitions environ soixante femmes, qui, sur son ordre, apportèrent ces munitions, qui lui permirent de prolonger la défense du quarantain heures et de conserver le fort.

"Plus tard, au siége de Calvi, Angélique Duchemin manœuvrait une pièce de 16 dans la batterie de la Ville défendait, lorsqu'elle reçut une blessure grave qui la contraignit de renoncer à la carrière des armes. Elle ne tarda pas à obtenir à l'hôtel des Invalides où elle vient de succomber."

Un comité s'est formé à Paris pour [illegible] pense son nom soixante-dix-huit [illegible] souscription est ouverte dans [illegible] Bonaparte, 26.

—Voici, si l'on en croit l'imagination hardie du Times, et ce n'est pas la première fois, la nouvelle qui va bientôt [illegible] "on attendait un manifeste authentique"; voici ce qui se serait passé dans [illegible] le camp:

"Assurément, leurs dit François-Joseph, mon impérial frère ne saurait avoir l'intention de révolutionner la Hongrie et d'établir de force [illegible] Personne [illegible] Pas le moins du monde. Je ne me connais pas plus de ces Italiens que vous ne le faites vous-même. Je n'avais que mes propres intérêts en vue, et je me suis battu pour eux. Je ne suis pas responsable de ce que la France ait nécessairement à l'Autriche. Nous arrangerons cette affaire et je vous laisserai plus forts que jamais en Italie. J'ai planté mon drapeau à Milan, et [illegible] tre vous et la Russie. Vous serez l'un des nôtres, et à nous trois nous ferons la loi à l'Europe."

"En vérité, heureux d'avoir si bien terminé la sphinx moderne, consent par cette phrase:

"Faut-il s'étonner que François-Joseph, après une année battue et des finances à l'état de banqueroute, n'ait pas été à l'épreuve de telles tentations?"

—Nous extrayons le passage suivant d'une correspondance adressée le 7 juillet, de Valleggio au Times:

"On n'a certainement fait aucun secret des effets produits par la défaite de Solferino. Elle a été publiquement plus grande que jamais on ne l'avait imaginé. Les plus présomptueux [illegible] n'auraient osé la supposer. On dit que l'empereur lui-même s'égara au général Fleury, que la bataille de Solferino avait coûté quarante-cinq mille hommes à l'armée autrichienne. Je n'écris ce tableau lointain, à quarante-cinq mille hommes. On n'était pas encore remis de la première [illegible] de Magenta, [illegible] qu'il n'y avait pas [illegible] Quarante mille hommes [illegible] de Vérone. On rapporte que l'empereur aurait dit au général Fleury: "Nous ne pouvons pas laisser entrer votre artillerie." Il paraît que ce sont les réponses qui ont empêché [illegible] de [illegible] porter, passé que, bien que placées en batterie, elles [illegible] beaucoup plus que les troupes qui [illegible] en [illegible]

—Le journal [illegible] Petersbourg dit, qu'il règne une grande [illegible] au ministère de la marine russe. On s'occupe principalement à [illegible] la marine à vapeur qui [illegible] [illegible] Sevastopol [illegible] [illegible] grand-duc Constantin a parlé [illegible] [illegible] [illegible]